

 <p>Commune de CRÉANCEY 21320 CRÉANCEY</p> <p>Tél: 03.80.90.89.28 Fax : 03.80.90.89.71 e-mail : <a href="mailto:mairie.creancey@orange.fr">mairie.creancey@orange.fr</a></p>	<h1 style="margin: 0;">ARRETE DU MAIRE</h1> <h2 style="margin: 0;">A2020-07</h2>
---	--

**PORTANT PERMISSION DE VOIRIE INSTALLATION D'UNE ARMOIRE TELECOM**

Le Maire de la Commune de CREANCEY, VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-2 et L2213-1 ;
- Le Code de la route ;
- Le Code de la voirie routière ;
- La Loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;
- L'Arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;
- La demande en date du 3 février 2020 par laquelle Mr PASSOT Maxime, représentant EIFFAGE ENERGIE, qui souhaite effectuer le raccordement d'une armoire télécom sur le domaine public, rue du Chêne sur la parcelle cadastrée AB 304.

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité de tous pendant les travaux.

## ARRÊTE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'entreprise est autorisée à procéder aux travaux de raccordement d'une armoire télécom sur le domaine public, rue du Chêne sur la parcelle cadastrée AB 304 à compter du 15 février pour une durée d'application de 160 jours, sous réserve de l'obtention de l'autorisation d'urbanisme.

**ARTICLE 2** : Ces travaux nécessiteront les dispositions suivantes :

- Circulation : La vitesse sera limitée à 30 km/h ;
- Sécurité : Prendre les mesures nécessaires à la sécurité des piétons ;

**ARTICLE 3** : Toute modification éventuelle de réseaux, gargouilles, poteaux électriques, bouches d'égout, etc. sont à la charge du demandeur.

**ARTICLE 4** : Le permissionnaire a la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Il sera en outre responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux.

**ARTICLE 5** : Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravats, immondices et de réparer si besoin immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances. La durée des travaux, y compris les éventuelles remises en état.

**ARTICLE 6** : La présente autorisation n'est valable que pour une utilisation dans les trois mois à partir de la date du présent arrêté. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai. Elle est en outre accordée à titre précaire et pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des conditions d'autorisation, soit dans les cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou dans un but quelconque d'intérêt public. Le permissionnaire devrait alors, et sur la notification d'un arrêté de mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

**ARTICLE 7** : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 8** : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté :

- Monsieur PASSOT Maxime, représentant la société EIFFAGE ENERGIE.

Je certifie le caractère exécutoire du présent arrêté,  
affiché aux emplacements officiels.

Fait à Créancey, le 10 février 2020  
Le Maire,  
Jocelyn CHAPOTÔT

